

ECO *By Lodj* BUSINESS

17
NOV
25

www.lodj.ma

PME

TPE

STARTUP

IMAGE GÉNÉRÉE PAR L'IA

LE MAROC À LA CROISÉE DES CHEMINS

Accélération économique, mais fragilités persistantes

@lodjmaroc



SOMMAIRE

EDITO

Le Maroc à la croisée des chemins : Accélération économique, mais fragilités persistantes

Tourisme en pleine ascension : le Maroc dépasse les 9,6 milliards de dollars de recettes en 8 mois

Industrie : pourquoi les importations d'équipements bondissent de 13,9 % et que cela cache-t-il ?

L'exportation marocaine à l'épreuve : vers 10 000 entreprises exportatrices d'ici 2030 ?

TPME : le nouveau plan d'appui de l'État pour revitaliser l'investissement

Croissance marocaine : 4,3 % au T3-2025 - un tournant structurel ?

Création d'emplois : 1,45 million d'ici 2030, le casse-tête marocain

Logistique & hub maritime : vers Agadir, hub pour l'Europe du Nord via Samskip

Transformation économique : le Maroc moins dépendant des aléas climatiques ?

Compétitivité & monnaie : pourquoi le dirham pénalise-t-il les exportations ?

Article Zoom : Le Nouveau Dispositif de Soutien aux PME Marocaines : Un Levier Stratégique pour l'Investissement et la Création d'Emplois"

12 Flash Éco

ECO
BUSINESS

LODJ



Imprimerie Arrissala

17
NOV | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALD - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma





INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

LE MAROC À LA CROISÉE DES CHEMINS

ACCÉLÉRATION ÉCONOMIQUE, MAIS FRAGILITÉS PERSISTANTES

Le Maroc, en cette fin d'année 2025, semble incarner à lui seul les paradoxes d'une économie en pleine accélération, mais encore trop dépendante de certains équilibres fragiles. À l'aube de la prochaine décennie, plusieurs indicateurs économiques laissent entrevoir une dynamique de croissance, mais à quel prix ? Si le pays continue de progresser dans des secteurs comme le tourisme, l'industrie, et les exportations, plusieurs défis subsistent, notamment la question de la compétitivité, la transformation structurelle et la dépendance aux marchés extérieurs.

La croissance, annoncée à 4,3% au troisième trimestre 2025, donne une image d'optimisme. Mais cette ascension repose en grande partie sur des secteurs volatils, dont l'agriculture reste un pilier essentiel.

Les récentes performances dans le secteur du tourisme, avec plus de 9,6 milliards de dollars de recettes en seulement huit mois, témoignent d'une résilience face aux crises mondiales. Le Maroc semble se repositionner comme une destination privilégiée, non seulement pour les Européens, mais aussi pour les touristes africains, une part de marché encore sous-exploitée. Cependant, ce secteur continue de souffrir de l'irrégularité de la demande et des défis liés à la saturation de certaines infrastructures.

En parallèle, les performances du secteur industriel sont également encourageantes. Les importations d'équipements industriels ont bondi de 13,9 %, signe que les investissements, notamment étrangers, sont en croissance. Cependant, derrière ce chiffre, se cache un problème de dépendance aux importations,

à la fois pour les matières premières et pour l'industrialisation elle-même. La véritable question qui se pose aujourd'hui est : comment transformer cette dynamique en une production locale de plus grande valeur ajoutée ?

Les exportations, de leur côté, continuent de croître, mais sans être à l'abri de tensions dues à l'appréciation du dirham, qui fragilise la compétitivité des produits marocains. Le pari des 10 000 entreprises exportatrices d'ici 2030 pourrait sembler ambitieux, mais les récentes faiblesses dans certains secteurs, comme l'automobile, illustrent les défis encore à surmonter.



Par ailleurs, le Maroc mise beaucoup sur la diversification de ses sources de revenus et d'investissements. Les nouvelles initiatives en matière de logistique, comme le projet de Samskip reliant Agadir à l'Europe du Nord, montrent la volonté du pays de se positionner en tant que hub commercial majeur dans la région. Mais là encore, les infrastructures restent le point noir, et l'on peut se demander si le Maroc saura maintenir un équilibre entre l'exportation et la transformation locale des matières premières.

L'un des plus grands défis pour les années à venir est la gestion du chômage et des inégalités sociales. Le gouvernement ambitionne de créer 1,45 million d'emplois d'ici 2030, mais cet objectif sera difficile à atteindre sans une véritable politique d'insertion pour les jeunes et les femmes dans l'économie numérique et verte, secteurs qui sont appelés à prendre une part de plus en plus grande dans la croissance nationale.

Le Maroc semble donc à la croisée des chemins : une accélération de sa croissance soutenue par de nombreux secteurs porteurs, mais aussi une économie encore vulnérable à certains chocs extérieurs et internes. L'enjeu sera d'accompagner cette transition avec une vision stratégique, qui privilégie à la fois la compétitivité, la résilience sociale et un modèle économique véritablement inclusif.



En attendant, la route reste semée d'embûches, et il faudra toute la créativité et la persévérance des acteurs privés et publics pour pérenniser cette dynamique.

TOURISME EN PLEINE ASCENSION : LE MAROC DÉPASSE LES 9,6 MILLIARDS DE DOLLARS DE RECETTES EN 8 MOIS

Le secteur touristique marocain a enregistré des performances exceptionnelles en 2025, avec des recettes dépassant les 9,6 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de l'année, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2024. Cette dynamique souligne non seulement la résilience du secteur après les ravages de la pandémie de Covid-19, mais aussi son rôle central dans l'économie nationale. Alors que le Maroc se positionne comme une destination privilégiée pour les touristes européens et africains, plusieurs défis demeurent : l'infrastructure est-elle prête à soutenir cette croissance continue ? Le secteur parvient-il à exploiter pleinement son potentiel ?

Une reprise fulgurante après la crise sanitaire

Le Maroc a su tirer parti de l'essor des voyages post-pandémie. Après un premier semestre en 2025 marqué par une reprise dynamique, l'afflux de touristes n'a cessé d'augmenter. Selon le ministère du Tourisme, le pays a accueilli plus de 13,5 millions de visiteurs jusqu'en août 2025, contre 11,7 millions à la même période l'année précédente. Les recettes touristiques ont donc largement contribué à la solidité des finances extérieures du Maroc. Parmi les moteurs de cette reprise, l'internationalisation de l'offre touristique et l'amélioration de l'accessibilité aérienne ont joué un rôle crucial.

Les grands axes de croissance ont concerné plusieurs segments, notamment les touristes européens, qui représentent plus de 60 % des arrivées internationales, mais aussi les visiteurs provenant de l'Afrique. Cette expansion du marché africain, jusqu'ici sous-exploitée, semble être un levier stratégique pour les prochaines années. Le Royaume a ainsi consolidé son image comme une porte d'entrée sur le continent africain, facilitée par la politique de bilatéralisme avec des pays voisins, comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Tunisie.

Les moteurs de la croissance : l'accessibilité et la montée en gamme

Cette performance ne serait pas possible sans une amélioration continue de l'accessibilité et un renouvellement de l'offre hôtelière. Le Maroc a élargi son réseau aérien avec la multiplication des lignes aériennes reliant ses principales villes touristiques à de nouveaux marchés internationaux. Royal Air Maroc et d'autres compagnies aériennes ont renforcé leurs vols vers des destinations africaines et asiatiques, contribuant à accroître le nombre de passagers.

De plus, le secteur hôtelier marocain a répondu à cette demande croissante en réinvestissant dans ses infrastructures. L'extension des complexes touristiques et la rénovation des hôtels de luxe dans des destinations phares comme Marrakech, Agadir et Fès ont permis au pays de capter une clientèle à fort pouvoir d'achat. Cela a aussi généré une hausse des recettes par touriste, bien au-delà des attentes.

Les autorités marocaines ont mis en place des incitations fiscales pour encourager les investissements privés dans l'hôtellerie et le tourisme. En parallèle, les programmes de formation continue pour le personnel dans les secteurs liés à l'accueil des touristes ont aussi permis d'améliorer la qualité des services.

Les défis à relever : l'infrastructure et la durabilité

Cependant, malgré cette ascension spectaculaire, plusieurs défis demeurent, notamment sur le plan des infrastructures. Bien que les grands centres urbains bénéficient d'infrastructures de qualité, les destinations plus périphériques, notamment dans l'Atlas ou les zones rurales, souffrent encore de la saturation des équipements existants. L'hébergement dans ces zones reste limité et ne répond pas toujours à la demande croissante.



L'écotourisme et le tourisme durable sont des segments sur lesquels le Maroc a fait un grand pas, avec des projets innovants visant à réduire l'impact écologique du secteur. Toutefois, le pays doit intensifier ses efforts en matière de gestion des ressources naturelles et de préservation des sites touristiques. Le tourisme de masse représente un risque pour la préservation des zones sensibles, notamment dans les régions côtières et montagneuses.

Les PME locales face à la montée en gamme du secteur

Si les grandes entreprises touristiques tirent profit de la dynamique actuelle, il reste des questions en suspens concernant les PME locales du secteur. Ces petites structures, souvent présentes dans les zones rurales ou moins fréquentées, peinent à se diversifier et à capter une part du marché plus large. Le défi est double : comment ces petites entreprises peuvent-elles s'intégrer à une économie du tourisme de plus en plus internationale et numérisée ? Et surtout, comment profiter des retombées de cette croissance sans se faire engloutir par les grands groupes ?

Les autorités marocaines ont cependant lancé plusieurs initiatives pour soutenir ces acteurs locaux. Parmi les mesures de soutien figurent l'accès facilité au financement pour les petites structures touristiques et les formateurs locaux qui aident les PME à adopter les nouvelles technologies numériques, du marketing en ligne à la gestion des réseaux sociaux.

Les perspectives de croissance pour 2026

Les perspectives de croissance pour 2026 s'annoncent solides, mais des ajustements sont nécessaires. Le secteur touristique doit continuer à diversifier ses produits et à élargir son offre pour capter des segments plus jeunes, plus écologiques et plus exigeants. En parallèle, il est crucial d'assurer un développement équilibré entre les grandes destinations et les zones plus marginalisées, tout en veillant à ce que l'industrie soit durable et inclusive.

L'atteinte des objectifs de croissance du gouvernement en matière de recettes touristiques nécessite une approfondie coopération entre les autorités, les professionnels du secteur et les acteurs locaux. Il est aussi essentiel d'intensifier la promotion du Maroc à l'international, notamment sur les marchés asiatique et américain, afin de compenser la vulnérabilité à des événements externes.

Le défi de la durabilité et de l'inclusion

Si le Maroc a effectivement atteint des records historiques en termes de recettes touristiques, le véritable défi réside dans sa capacité à soutenir cette croissance tout en répondant aux défis de durabilité. Le secteur devra évoluer vers un modèle plus équitable et respectueux de l'environnement tout en continuant à répondre aux attentes d'un tourisme de plus en plus exigeant. Ce n'est qu'en diversifiant ses offres et en modernisant ses infrastructures qu'il pourra pleinement tirer profit de son potentiel touristique et assurer sa résilience face aux défis futurs.



INDUSTRIE : POURQUOI LES IMPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS BONDISSENT DE 13,9 % ET QUE CELA CACHE-T-IL ?

Le secteur industriel marocain a connu une dynamique particulière en 2025, avec une hausse de 13,9 % des importations d'équipements industriels pour les 9 premiers mois de l'année. Cette évolution, bien qu'encourageante, cache plusieurs enjeux et défis qui méritent d'être scrutés de plus près. Si cette augmentation des importations semble indiquer une reprise de l'activité industrielle et des investissements dans le pays, elle soulève aussi des questions sur la dépendance continue aux équipements étrangers et la capacité du Maroc à maîtriser sa chaîne de production à moyen terme.

Une montée en puissance de l'investissement industriel

Les chiffres officiels publiés par le ministère de l'Industrie et des Commerces Extérieurs indiquent que le Maroc a importé, au cours des trois premiers trimestres de 2025, des équipements industriels d'une valeur totale de 142,17 milliards de dirhams, contre 124,84 milliards de dirhams durant la même période de 2024. Ce bond de 13,9 % témoigne de la reprise d'une dynamique d'investissement dans l'industrie locale, en particulier dans des secteurs comme l'automobile, l'électronique et la métallurgie.

Les grands projets d'infrastructure et les initiatives d'industrialisation dans des régions comme Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et Casablanca-Settat ont stimulé cette demande en équipements de production. En outre, les politiques publiques visant à soutenir les zones industrielles et les clusters d'entreprises ont eu un impact positif sur la relance de l'industrie marocaine. Les investissements dans des usines de production de composants électroniques, des pôles mécaniques et des sites dédiés à l'automobile sont en forte croissance. Ces secteurs nécessitent des équipements de haute technologie pour répondre aux exigences de compétitivité et d'innovation.

Les effets de cette montée des importations : une dépendance préoccupante ?

Cependant, derrière cette hausse des importations se cache une question cruciale : le Maroc réussit-il à produire localement ce dont il a besoin ? Une dépendance marquée aux importations d'équipements industriels peut devenir problématique à long terme, notamment en période de fluctuation des devises ou de tensions sur les marchés mondiaux des matières premières. Si ces équipements permettent un développement industriel à court terme, la stratégie de diversification de la production locale reste primordiale pour garantir la résilience de l'économie marocaine.

Les grandes entreprises installées au Maroc, notamment dans l'automobile et l'électronique, importent des équipements sophistiqués pour rester compétitives à l'échelle mondiale. Cependant, cette forte dépendance technologique et matérielle aux marchés extérieurs peut limiter l'autonomie du pays en matière de production industrielle. La question se pose donc : dans quelle mesure ces importations reflètent-elles une stratégie d'innovation locale ou simplement une réponse aux besoins des grandes industries sans passer par la transformation locale ?



Une solution : l'industrialisation des équipements

Le Maroc a récemment lancé plusieurs initiatives visant à renforcer sa capacité à produire des équipements industriels sur place. Les zones économiques spéciales (ZES), comme celle dédiée aux technologies vertes ou à la fabrication de composants automobiles, offrent des avantages fiscaux pour encourager les entreprises à investir dans la fabrication locale d'équipements.

Le secteur de l'automobile est un excellent exemple de cette transformation. Tandis que le Maroc est devenu l'un des principaux producteurs mondiaux de véhicules, il continue de dépendre de l'importation de certains équipements, notamment les composants électroniques et les systèmes d'automatisation. Toutefois, la volonté des autorités de localiser la production des pièces automobiles dans les prochaines années pourrait réduire cette dépendance et créer une nouvelle dynamique industrielle à même de soutenir la compétitivité du secteur à l'international.

Les défis à relever pour les entreprises marocaines

Les entreprises marocaines doivent également relever plusieurs défis pour renforcer leur compétitivité. Bien que l'investissement dans les équipements soit essentiel, la formation de la main-d'œuvre et l'amélioration de l'innovation locale sont des leviers tout aussi importants. De nombreuses PME industrielles peinent encore à accéder à des technologies de pointe et à adapter leurs équipements pour répondre aux nouvelles normes internationales.

Pour répondre à ce défi, l'État marocain a intensifié les programmes de financement et de soutien technologique. Des initiatives comme le Fonds de modernisation industrielle offrent des prêts subventionnés pour l'acquisition d'équipements, mais aussi pour la formation technique des employés et la mise en place d'ateliers de production autonomes.

La nécessité de réformes pour une industrialisation durable

À long terme, le Maroc devra mettre en place des réformes pour réduire sa dépendance aux importations d'équipements et favoriser une industrialisation durable. Cela passera par la création de centres de recherche et développement au niveau local, le renforcement de la coopération avec des universités pour la recherche appliquée, et le soutien à l'innovation en matière de production de technologies avancées. Le pays devra aussi diversifier ses partenaires commerciaux pour éviter les risques liés à une trop grande dépendance vis-à-vis de certains marchés.

Les zones industrielles dédiées à des secteurs spécifiques, comme l'aéronautique, l'électronique, ou l'énergie verte, représentent un levier stratégique pour le Maroc. Ces espaces permettront de dynamiser l'industrie locale tout en favorisant des synergies industrielles qui auront un impact positif sur l'ensemble de l'économie.

Une tendance positive, mais un défi à long terme

Si la hausse des importations d'équipements industriels en 2025 montre une reprise et un renforcement de l'investissement industriel, elle met également en lumière la nécessité pour le Maroc de se concentrer sur une autonomie industrielle accrue. Le développement d'un écosystème local capable de produire des équipements technologiques à haute valeur ajoutée sera essentiel pour garantir la compétitivité à long terme du pays. La stratégie d'industrialisation doit passer par la modernisation de la production, l'innovation locale, et une formation continue de la main-d'œuvre pour ne pas dépendre exclusivement des importations à l'avenir.



L'EXPORTATION MAROCAINE À L'ÉPREUVE : VERS 10 000 ENTREPRISES EXPORTATRICES D'ICI 2030 ?

Le Maroc affiche des ambitions élevées pour son secteur extérieur. Le gouvernement vise la création de 10 000 entreprises exportatrices d'ici 2030, une cible qui s'inscrit dans un objectif plus large de diversification économique et de réduction de la dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels. Toutefois, bien que cet objectif semble ambitieux et porteur, plusieurs obstacles se dressent sur le chemin des entreprises marocaines qui souhaitent se lancer dans l'export. Quels sont ces défis et comment le pays peut-il atteindre cet objectif en pleine concurrence mondiale ?

Les ambitions gouvernementales et les premières réussites

Le gouvernement marocain a annoncé qu'il entendait augmenter le nombre d'entreprises exportatrices de 2 000 à 10 000 d'ici 2030. L'objectif est de diversifier les produits marocains à l'international, d'élargir les marchés et de réduire la vulnérabilité du pays face aux fluctuations des marchés mondiaux. Ce plan, soutenu par des incitations fiscales et des aides à l'exportation, repose sur l'idée que les PME marocaines doivent prendre une place plus importante sur les marchés extérieurs, surtout dans un contexte où la compétitivité des pays émergents ne cesse d'augmenter.

Des initiatives comme le Plan d'accélération industrielle (PAI), lancé en 2018, ont déjà montré des résultats concrets, notamment dans le secteur de l'automobile, avec des entreprises comme Renault, Stellantis, ou BYD qui se sont installées au Maroc. La diversification des exportations, avec une nette progression des exportations dans des secteurs comme les produits alimentaires, les composants électroniques et l'aéronautique, montre que des efforts ont été faits pour diversifier les sources de revenus. Le Maroc se positionne déjà comme un acteur majeur sur certains marchés africains et européens.

Les obstacles : des entreprises encore fragiles à l'international

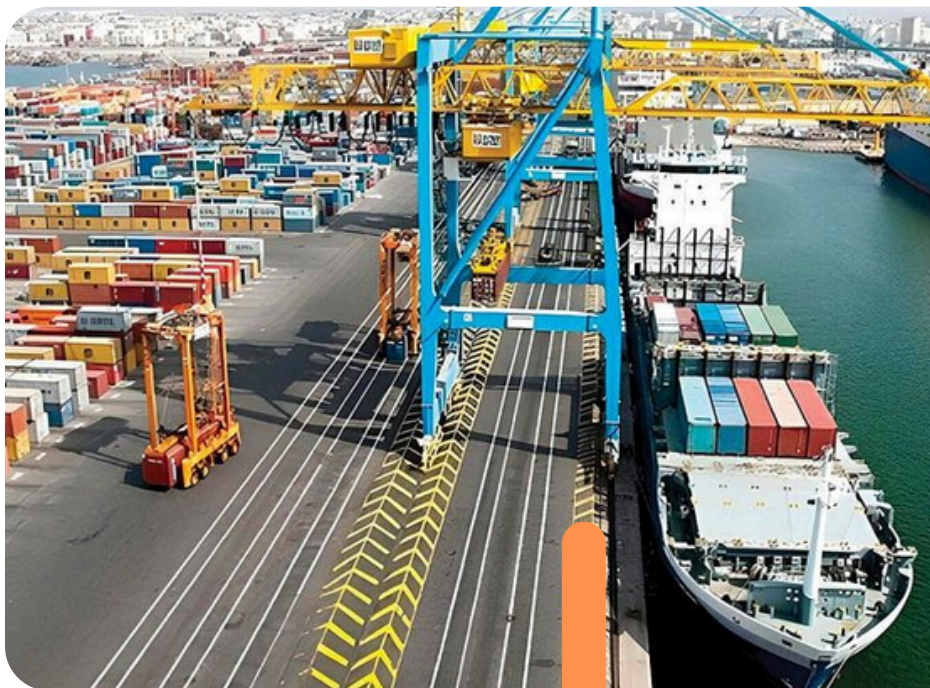
Cependant, l'objectif de 10 000 entreprises exportatrices semble difficile à atteindre, surtout pour les PME locales. Bien que des efforts aient été faits pour accompagner les entreprises marocaines, la compétitivité reste un problème majeur. Plusieurs facteurs freinent la capacité des entreprises marocaines à exporter davantage :

Le manque de compétitivité prix : Le coût de la production, notamment en termes de main-d'œuvre et d'intrants, reste relativement élevé comparé à des pays concurrents comme la Turquie, la Chine ou certaines nations asiatiques.

Les barrières administratives : Bien que le Maroc ait entrepris des réformes pour simplifier les démarches à l'exportation, les processus douaniers et les normes d'exportation sont encore complexes et peuvent décourager les petites entreprises de se lancer à l'international.

Le financement des PME : L'accès au financement reste une difficulté de taille pour de nombreuses PME marocaines. Le crédit bancaire traditionnel reste difficile d'accès pour les petites structures, ce qui limite leur capacité à se développer à l'international. Bien que des programmes d'accompagnement existent, leur portée reste insuffisante pour couvrir l'ensemble des besoins.

La gestion des risques : Les entreprises marocaines doivent également faire face aux risques financiers, monétaires et politiques. La volatilité des taux de change, les risques géopolitiques dans certaines régions et les fluctuations des prix des matières premières sont des facteurs de blocage importants.



Les leviers pour accompagner les entreprises marocaines

Pour réussir à atteindre cet objectif ambitieux de 10 000 exportateurs, le Maroc doit mettre en place plusieurs leviers :

Améliorer la compétitivité des entreprises : L'une des premières mesures à adopter est de travailler sur la réduction des coûts de production. Cela passe par un meilleur accès à l'énergie, à des matières premières compétitives, et par la formation continue des travailleurs dans des domaines clés comme la logistique ou l'innovation.

Accélérer la transformation numérique des PME : Le passage à la digitalisation est crucial pour les entreprises marocaines. Le e-commerce, la gestion à distance et l'utilisation des outils de marketing numérique doivent être intégrés dans la stratégie d'exportation. Le Maroc doit encourager les petites entreprises à se connecter à des plateformes numériques mondiales, et ce, à travers des incitations fiscales ou des subventions.

Faciliter l'accès aux marchés internationaux : Le pays doit diversifier ses partenariats commerciaux et renforcer les accords commerciaux avec les blocs régionaux et mondiaux. En particulier, des accords de libre-échange avec l'Afrique subsaharienne, l'Asie et des pays comme les États-Unis et le Japon seraient des leviers pour donner une dimension internationale aux PME marocaines.

Soutien à l'innovation et à la R&D : Le Maroc doit renforcer les capacités de recherche et développement (R&D) dans des secteurs stratégiques comme l'aéronautique, l'électronique, l'agriculture et les énergies renouvelables. Cela encouragerait les entreprises marocaines à créer des produits à forte valeur ajoutée capables de rivaliser sur les marchés mondiaux.

Les perspectives pour les années à venir

Le chemin est semé d'embûches, mais le Maroc reste sur une trajectoire de croissance exportatrice. Les partenariats public-privé devront jouer un rôle clé dans la réduction des obstacles administratifs et dans l'amélioration des programmes de financement à l'intention des petites entreprises. La transformation digitale et l'innovation industrielle seront des moteurs majeurs pour attirer de nouveaux investisseurs et pour ouvrir de nouveaux marchés pour les produits marocains.

Si le pays parvient à surmonter ces défis et à renforcer l'accompagnement de ses entreprises exportatrices, l'objectif des 10 000 exportateurs d'ici 2030 pourrait bien devenir une réalité. Ce projet ambitieux offre une opportunité unique de positionner le Maroc comme un acteur majeur sur la scène internationale et de diversifier ses sources de revenus tout en renforçant son indépendance économique.



Le plan d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) annoncé par l'État marocain en 2025 marque un tournant dans la manière dont le pays soutient son tissu entrepreneurial. Avec un objectif clair : stimuler l'investissement dans les petites structures, véritables moteurs de l'emploi et de l'innovation. Cependant, si ce plan semble prometteur, plusieurs défis restent à surmonter pour garantir son succès à long terme. Quels sont les mesures concrètes proposées ? Quelles entreprises en bénéficieront réellement et comment cette initiative pourrait-elle renforcer la compétitivité des PME marocaines ?

Un plan ambitieux pour les TPME marocaines

Le Maroc a officiellement lancé un nouveau dispositif de soutien aux TPME, visant à simplifier l'accès au financement, réduire les délais de paiement et faciliter l'innovation. Les TPME représentent aujourd'hui une part significative de l'économie marocaine, mais elles souffrent encore de plusieurs handicaps structurels, notamment le manque de liquidités et de compétitivité.

Le plan d'appui lancé par le gouvernement marocain met en avant des mesures de soutien spécifiques, telles que des subventions de financement, des réductions fiscales, et une simplification administrative. Les autorités visent à alléger les démarches bureaucratiques et à réduire les barrières réglementaires qui freinent les petites entreprises. Ce plan s'accompagne

TPME : LE NOUVEAU PLAN D'APPUI DE L'ÉTAT POUR REVITALISER L'INVESTISSEMENT

également d'un soutien au renforcement des capacités numériques pour aider les PME à se digitaliser et à mieux accéder aux marchés internationaux.

L'objectif est de réduire les délais de paiement auxquels sont confrontées les PME, en instaurant des mesures strictes et contraignantes contre les retards de paiement des grandes entreprises et de l'administration publique. En parallèle, les zones industrielles spécialisées et les incitations fiscales pour les investissements à long terme devraient encourager la modernisation et la productivité du secteur.

Accès au financement : la pierre angulaire de la réforme

L'accès au financement reste un des plus grands obstacles pour les TPME au Maroc. La Banque Centrale Populaire (BCP) et d'autres institutions financières publiques ont promis d'augmenter les prêts subventionnés et les garanties publiques afin de faciliter les investissements dans ces petites structures. Le plan prévoit aussi la création de fonds de soutien dédiés aux TPME, notamment pour les secteurs stratégiques comme le numérique, l'agriculture durable ou les industries vertes.

Les micro-crédits et les prêts à taux réduits deviennent plus accessibles pour les entreprises innovantes, notamment celles dans les zones rurales et les secteurs sous-représentés. Toutefois, la mise en place effective de ces mesures est un défi, car beaucoup de PME restent dépendantes des prêts bancaires classiques, qu'elles ont du mal à obtenir en raison de leurs capacités de garantie limitées.

La digitalisation des PME : un levier essentiel

Le gouvernement met également un accent particulier sur la digitalisation des PME comme levier pour leur croissance et leur internationalisation. L'objectif est de permettre à ces entreprises d'adopter des outils numériques de gestion, de comptabilité et de vente en ligne, qui leur permettront de gagner en efficacité et de se connecter avec des marchés étrangers.



Une partie du plan inclut des formations et accompagnements pour les dirigeants de PME, afin qu'ils soient mieux équipés pour naviguer dans le monde numérique. Des subventions sont également prévues pour l'acquisition de logiciels professionnels et l'intégration de technologies telles que le cloud computing, la gestion de la relation client (CRM) et l'e-commerce. L'enjeu est de permettre aux PME d'élargir leur portefeuille de clients et d'améliorer leur productivité.

Les défis du plan : entre optimisme et réalité

Si le plan d'appui semble bien orienté, il existe plusieurs risques qui pourraient en limiter l'efficacité. Le premier d'entre eux réside dans l'accessibilité des PME à ces nouvelles mesures. Le tissu entrepreneurial marocain est souvent composé de petites entreprises familiales, peu formalisées, qui risquent de ne pas pouvoir bénéficier des mesures financières proposées. Le manque d'accompagnement et de formation spécifique pour ces petites structures pourrait réduire l'impact du plan.

Ensuite, bien que les grandes entreprises du secteur industriel ou de l'agriculture puissent profiter pleinement de ces dispositifs, il reste à voir dans quelle mesure les petites entreprises des secteurs informels pourront accéder à ces soutiens. De plus, l'infrastructure numérique dans certaines zones rurales reste insuffisante, limitant ainsi l'efficacité des initiatives de digitalisation proposées.



Enfin, l'enjeu de la création d'emplois reste une priorité nationale. Pour que le plan soit un véritable succès, il faudra que les PME puissent réellement se développer et embaucher à grande échelle. Cela passe par une gestion plus fluide des ressources humaines, un meilleur accès à la formation et un accompagnement dans la gestion des compétences.

Un soutien renforcé pour la compétitivité

Pour que ce plan porte réellement ses fruits, il est indispensable que l'État continue d'offrir un cadre favorable à l'innovation et à la productivité. Cela inclut la mise en place de mesures incitatives pour le secteur de la formation professionnelle, en particulier dans des domaines comme la numérisation, les énergies renouvelables et la logistique. Ces secteurs sont aujourd'hui au cœur de la stratégie d'internationalisation des entreprises marocaines, et leur soutien permettra aux PME de s'intégrer dans des chaînes de valeur mondiales.

L'accompagnement des start-ups et des PME technologiques devra aussi être au centre de cette réforme. En effet, la digitalisation n'est qu'un des éléments constitutifs du développement des PME modernes, et il est crucial que l'État renforce ses partenariats publics-privés pour soutenir les projets innovants dans ces secteurs.

Un levier de croissance pour les PME marocaines ?

Le plan d'appui aux TPME lancé par l'État marocain en 2025 est une véritable opportunité pour renforcer l'économie du pays, en stimulant l'investissement privé et en créant des emplois durables. Cependant, son succès dépendra de sa capacité à atteindre les PME les plus fragiles, souvent éloignées des grands centres économiques et technologiques.

L'enjeu sera de garantir un accompagnement réel et concret, qui permette aux entreprises marocaines de non seulement se moderniser, mais aussi de se diversifier à l'international. Si les mesures sont appliquées efficacement, le Maroc pourrait devenir un acteur clé dans l'économie régionale et mondiale, avec des PME prêtes à relever les défis de l'industrie du futur.

CROISSANCE MAROCAINE : 4,3 % AU T3-2025 - UN TOURNANT STRUCTUREL ?

a lourdement impacté la production agricole, qui représente une part importante du PIB marocain. Bien que des efforts aient été faits pour moderniser les techniques agricoles, l'économie marocaine reste vulnérable aux conditions climatiques, malgré la croissance de l'industrie et des services.

La croissance économique marocaine a enregistré un ralentissement au troisième trimestre de 2025, avec un taux de 4,3 %, bien inférieur aux attentes initiales de 5,5 %. Si ce chiffre reste positif et témoigne d'une certaine résilience de l'économie, il soulève aussi des interrogations sur la trajectoire à moyen terme du pays. Quels sont les facteurs qui ont conduit à ce ralentissement, et surtout, que signifie ce taux de croissance ajusté pour les perspectives économiques de 2026 et au-delà ?

Les facteurs de ralentissement : la conjoncture mondiale en toile de fond

Le ralentissement de la croissance marocaine au T3-2025 est en grande partie dû à des facteurs extérieurs. L'économie mondiale continue de subir les effets des hausses des taux d'intérêt des grandes banques centrales, notamment la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne. Ces hausses ont un impact direct sur la liquidité mondiale et les marchés financiers, affectant la demande mondiale pour les exportations marocaines.

Les secteurs clés de l'économie marocaine, tels que l'industrie et l'agriculture, ont également été touchés par des fluctuations des prix des matières premières et une instabilité climatique persistante. La sécheresse en 2025

L'inflation reste également un facteur clé de pression sur la croissance. La hausse des prix des produits de consommation, exacerbée par des facteurs externes (pétrole, céréales), affecte le pouvoir d'achat des Marocains, et par ricochet, la demande interne.

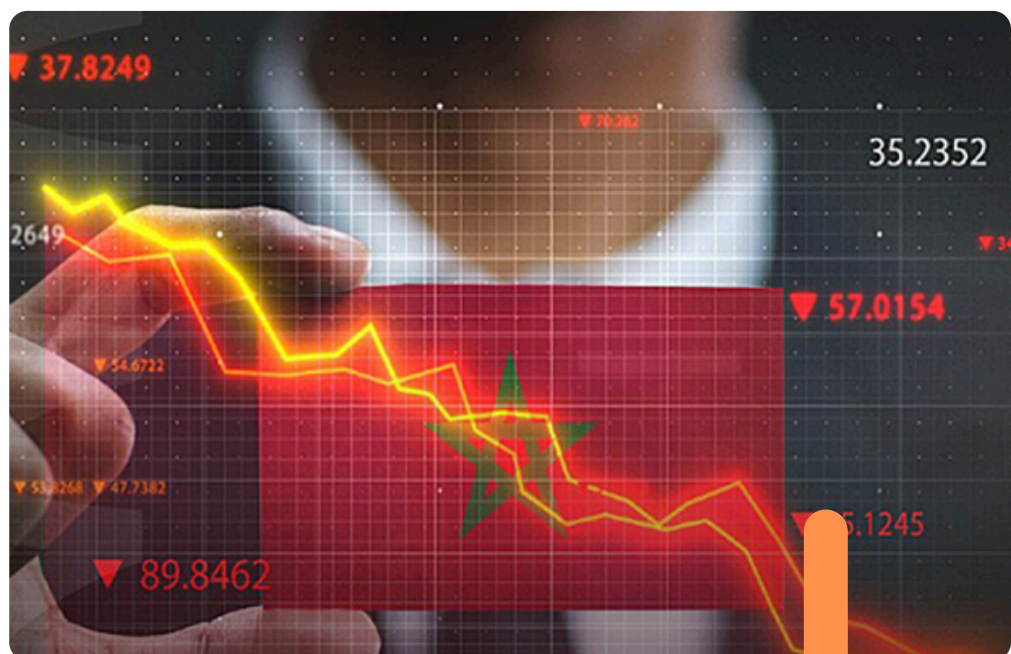
Les secteurs moteurs : quels contrepoids face au ralentissement ?

Malgré cette conjoncture difficile, certains secteurs de l'économie marocaine ont su se maintenir et même afficher des performances notables.

Le secteur industriel est l'un des principaux moteurs de croissance. Il a enregistré une croissance solide dans des segments stratégiques comme l'automobile, l'aéronautique et l'énergie renouvelable. L'investissement dans les infrastructures et la numérisation ont également contribué à la solidité de l'industrie marocaine, même si certains secteurs, comme la construction et les travaux publics, ont souffert de l'incertitude économique.

L'industrie énergétique, notamment le secteur des énergies renouvelables, a continué d'être un point fort pour le Maroc. Le pays, en pleine transition énergétique, a vu des investissements croissants dans les centrales solaires et éoliennes, contribuant à la réduction de sa dépendance aux énergies fossiles. Cela devrait également avoir des répercussions positives à long terme sur la croissance du pays.

Les services, notamment le tourisme, ont continué de croître, soutenus par des politiques de promotion et de diversification du secteur. Le Maroc est en bonne position pour capter une plus grande part des marchés africains, en particulier dans le tourisme d'affaires et le tourisme médical.



L'importance du secteur des services et du numérique pour la reprise

Le secteur des services, qui représente environ 60 % du PIB du Maroc, a été un facteur clé de la performance du pays en 2025. Le numérique continue de prendre une place centrale dans la transformation économique du pays, particulièrement dans des domaines comme l'e-commerce, la fintech et les startups technologiques. Ces secteurs devraient connaître une croissance soutenue dans les années à venir, grâce à une adoption accélérée des technologies numériques et à l'expansion de l'internet haut débit.

Cependant, ces gains doivent être mis en balance avec les inégalités sociales et le chômage qui persistent, particulièrement parmi les jeunes et les femmes. Le Maroc a encore beaucoup de travail à faire pour faire en sorte que les fruits de cette croissance se diffusent largement dans la population.

Les perspectives pour 2026 : un défi de compétitivité et d'adaptation

Alors que le Maroc traverse une phase de ralentissement en 2025, les perspectives pour 2026 demeurent incertaines. Le pays devra faire face à plusieurs défis structurels, notamment la compétitivité des exportations et la gestion de son dette publique. Les réformes qui se dessinent pour la réduction des inégalités sociales, l'amélioration du système éducatif et l'adaptation au changement climatique seront cruciales pour éviter un enrayement de la croissance.

L'industrialisation et l'innovation restent des leviers essentiels pour accroître la productivité et maintenir la compétitivité du Maroc sur le marché mondial. Le pays devra aussi réformer son système de financement pour soutenir les PME locales, et améliorer l'accès au crédit et à l'investissement pour garantir une croissance inclusive.

La clé de cette relance réside dans la diversification économique, en particulier dans des secteurs comme les technologies vertes, l'intelligence artificielle et l'économie circulaire. Le développement des infrastructures, l'intégration numérique des entreprises et la transition énergétique seront les principaux moteurs d'une croissance durable.

Un ralentissement passager ou un tournant structurel ?

Si la croissance de 4,3 % au T3-2025 semble faible par rapport aux attentes, elle reste un signe de la résilience de l'économie marocaine face à un environnement mondial complexe. Le ralentissement de la croissance est surtout dû à des facteurs externes et à des tensions internes sur des secteurs clés comme l'agriculture et l'inflation. Cependant, les secteurs industriels, numériques et des services offrent des perspectives encourageantes pour l'avenir. Les réformes structurelles nécessaires pour renforcer la compétitivité, réduire les inégalités sociales et accélérer la transition énergétique seront les clés de la réussite de l'économie marocaine dans les années à venir.



CRÉATION D'EMPLOIS : 1,45 MILLION D'ICI 2030, LE CASSE-TÊTE MAROCAIN

Le Maroc a annoncé un objectif ambitieux : créer 1,45 million d'emplois d'ici 2030 pour atteindre un taux de chômage de 9 %. Ce projet, inscrit dans la stratégie Maroc 2030, s'inscrit dans un contexte de réformes économiques et de transformation structurelle. Toutefois, face à des défis sociaux majeurs et un marché du travail qui peine à intégrer une population jeune et diplômée, le pays semble être confronté à une équation complexe : comment réussir à créer ces emplois tout en répondant aux besoins de formation, d'insertion et de développement de l'économie numérique et verte ?

Un défi de taille : la jeunesse et l'insertion professionnelle

La question de l'emploi reste l'un des défis les plus pressants du Maroc. Avec une population jeune, dont plus de 30 % des moins de 30 ans sont au chômage, le pays doit faire face à un besoin urgent de création d'emplois qui soit à la hauteur des aspirations de cette jeunesse dynamique et connectée. Les récents chiffres du Haut Commissariat au Plan (HCP) révèlent que le taux de chômage a légèrement diminué en 2025, mais reste particulièrement élevé chez les jeunes diplômés, notamment les femmes et les habitants des zones rurales.

La grande majorité des emplois créés dans le pays se concentrent actuellement dans les secteurs traditionnels tels que l'agriculture et l'industrie, mais ces secteurs peinent à offrir des opportunités suffisamment qualifiées et rémunérées pour les jeunes générations.

Les secteurs moteurs pour la création d'emplois : numérique, industrie et énergies vertes

Pour atteindre l'objectif de 1,45 million d'emplois, le Maroc mise sur des secteurs porteurs d'avenir : le numérique, les énergies renouvelables et la transformation industrielle.

Le secteur numérique est un des leviers les plus prometteurs. La montée en puissance des startups technologiques et des industries 4.0 (intelligence artificielle, big data, etc.) représente une opportunité de diversification du marché du travail. Les entreprises du secteur numérique, notamment dans les villes comme Casablanca, Rabat et Tanger, cherchent de plus en plus des compétences spécifiques dans le développement logiciel, la cybersécurité, et l'analyse de données.

Le secteur des énergies renouvelables est également un acteur clé dans la création d'emplois. Le Maroc, devenu un leader régional en matière de production d'énergie solaire (avec des projets comme Noor Ouarzazate), prévoit de multiplier par trois la capacité de production d'énergie renouvelable d'ici 2030. Ce secteur générera des emplois directs et indirects, notamment dans la construction, l'exploitation et la maintenance des infrastructures énergétiques. Il s'agit également d'un secteur stratégique pour l'indépendance énergétique du pays et la durabilité de son développement.

Le secteur industriel, notamment l'automobile, l'aéronautique, et la fabrication électronique, continue de croître, soutenu par des investissements étrangers et des projets d'industrialisation. Les zones industrielles et les pôles de compétitivité devraient générer des milliers d'emplois, à la fois dans la production, mais aussi dans les métiers qualifiés comme la gestion de projets et la maintenance industrielle.



Le défi de la formation et de l'adéquation compétences-emplois

Si la création d'emplois semble être sur la bonne voie, le véritable défi pour le Maroc réside dans l'adéquation entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi. Les diplômés marocains, notamment issus des universités publiques, sont souvent confrontés à une disparité entre leur formation théorique et les exigences des entreprises, particulièrement dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Le système éducatif marocain peine encore à intégrer les compétences digitales et les nouvelles technologies. La formation professionnelle, en particulier dans les secteurs industriels et technologiques, doit être réformée pour répondre aux besoins de l'industrie 4.0 et de l'économie numérique.

Des programmes de formation spécialisés, comme ceux proposés par des partenariats public-privé, sont essentiels pour améliorer cette adéquation. Le Plan Maroc Vert, axé sur la formation des jeunes dans les métiers verts et technologiques, doit être renforcé pour permettre à la jeunesse de s'engager activement dans la création de richesse et d'innovation.

Les défis sociaux et régionaux : intégrer tout le pays

Une autre question cruciale dans la création d'emplois au Maroc concerne les inégalités géographiques et sociales. Le taux de chômage reste élevé dans les zones rurales et dans les villes secondaires, où les opportunités économiques restent limitées. Si le développement économique se concentre souvent sur les grandes agglomérations urbaines, les zones rurales et les régions moins développées peinent à attirer des investissements durables et à offrir des emplois qualifiés.

Le Maroc devra renforcer les politiques régionales d'inclusion et soutenir l'entrepreneuriat local, en particulier dans les zones périphériques. Des initiatives de soutien aux startups rurales, de développement de l'agriculture durable, et de formation professionnelle dans ces régions seront nécessaires pour éviter un enclavement économique.

Les mécanismes de financement et le rôle de l'État

Pour accompagner la création de ces 1,45 million d'emplois, il sera nécessaire de réformer les mécanismes de financement et d'encourager l'inclusion financière des jeunes entrepreneurs. Le rôle de l'État sera crucial, non seulement par l'intermédiaire des subventions et des prêts bonifiés, mais aussi en soutenant des projets portés par des jeunes dans des secteurs stratégiques tels que le tourisme durable, l'innovation et l'agriculture verte.

Les banques marocaines devront aussi adapter leurs produits financiers pour soutenir les PME innovantes et les startups. Les mécanismes de financement participatifs (crowdfunding, business angels) devront être davantage encouragés pour faire face aux besoins en capital des jeunes entreprises.

Des objectifs ambitieux, mais un chemin semé d'embûches

L'objectif de créer 1,45 million d'emplois d'ici 2030 est un défi de taille pour le Maroc, mais il est possible à condition de réformer en profondeur les systèmes éducatifs, financiers, et sociaux du pays. L'État devra jouer un rôle majeur dans l'accompagnement des secteurs clés, tout en facilitant l'accès au financement pour les PME et les startups. La réduction du chômage passera par un véritable travail sur l'insertion professionnelle, l'innovation et la formation continue des jeunes.



Le Maroc devra également garantir que ses réformes bénéficient à l'ensemble du territoire, et que la création d'emplois soit inclusive et durable pour toutes les régions. Si ces conditions sont réunies, le pays pourrait effectivement atteindre ses objectifs économiques tout en favorisant une croissance inclusive et soutenue.

LOGISTIQUE & HUB MARITIME : VERS AGADIR, HUB POUR L'EUROPE DU NORD VIA SAMSKIP

Le secteur logistique marocain est en pleine évolution. L'ouverture de nouvelles lignes maritimes et l'amélioration des infrastructures portuaires font partie des priorités stratégiques du Maroc pour renforcer son positionnement en tant que hub logistique en Méditerranée et en Afrique du Nord. Le projet d'Agadir comme hub pour l'Europe du Nord via l'armateur Samskip représente une étape importante dans cette dynamique. Ce développement pourrait-il permettre au Maroc de rivaliser avec des ports comme Tanger Med et Casablanca, ou même de se démarquer par une offre plus diversifiée et plus compétitive ?

Agadir : un port en développement stratégique

Le port d'Agadir a longtemps été sous-exploité comparé à d'autres grands ports marocains tels que Tanger Med et Casablanca, qui concentrent une majorité du trafic logistique international. Cependant, l'arrivée de l'armateur Samskip pour connecter Agadir à l'Europe du Nord marque un tournant. Dès le 13 novembre 2025, la ligne Agadir-Europe du Nord sera lancée,

ouvrant de nouvelles perspectives pour la région et pour l'ensemble du secteur maritime marocain.

Le port d'Agadir bénéficie de conditions géographiques privilégiées qui lui permettent de capter un volume de trafic maritime important, notamment en provenance des pays de l'Union européenne, notamment des Pays-Bas, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. En se positionnant ainsi, Agadir pourrait non seulement renforcer sa compétitivité dans le secteur logistique, mais aussi diversifier son offre pour capter de nouveaux flux commerciaux, et en particulier ceux provenant de l'Afrique subsaharienne.

Un projet en phase avec la stratégie logistique nationale

Le développement d'Agadir en tant que hub pour l'Europe du Nord s'inscrit dans une stratégie plus large visant à faire du Maroc une plaque tournante du commerce international. Le Plan National de Développement Logistique (PNDL), lancé par le gouvernement marocain, a pour objectif de moderniser les infrastructures portuaires et logistiques et de réduire les coûts logistiques dans le pays. Ce plan ambitionne de faire du Maroc un acteur incontournable du secteur, en particulier en matière de transports intermodaux reliant le port au réseau ferroviaire et à l'autoroute.

Le port de Tanger Med, déjà un leader mondial des ports à conteneurs, a permis au Maroc de renforcer sa position dans la chaîne logistique mondiale. Cependant, pour faire face à la concurrence grandissante en Méditerranée et pour diversifier les routes commerciales, le port d'Agadir se voit comme une alternative stratégique. Ce projet de connexion Europe-Afrique renforce l'engagement du pays à se diversifier économiquement et à attirer des investissements en provenance des marchés européens.



Les avantages pour Agadir et la région

Cette nouvelle ligne maritime présente plusieurs avantages pour la région d'Agadir. Tout d'abord, elle permettra de générer de nouveaux emplois directs et indirects dans le secteur du transport maritime, de la logistique, et des services connexes (manutention, gestion portuaire, etc.). Le développement du port en tant que centre d'échanges pourrait également attirer de nouvelles entreprises, notamment des startups logistiques ou des centres de distribution.

Cette initiative devrait également avoir un impact direct sur les exportations marocaines, en facilitant l'accès à de nouveaux marchés en Europe, mais aussi en Afrique de l'Ouest. Le Maroc pourrait ainsi renforcer sa compétitivité et attirer davantage de flux commerciaux entre les deux continents. De plus, les entrepreneurs locaux devraient bénéficier d'une amélioration de la connectivité avec l'Europe et d'une réduction des coûts liés aux transports, un facteur clé pour les exportations de produits agricoles et artisanaux.

Les défis à relever : infrastructures et concurrence

Malgré ses atouts, le projet d'Agadir devra faire face à plusieurs défis pour être pleinement compétitif. Le port d'Agadir souffre encore de certaines limitations en termes de capacité d'accueil et d'infrastructures. Bien que des travaux d'extension aient été lancés, notamment pour le dédouanement rapide des marchandises et la réduction des délais de traitement, Agadir devra renforcer ses capacités portuaires pour gérer des volumes de plus en plus importants.

Le port de Tanger Med reste un concurrent de taille, notamment en raison de son positionnement stratégique dans le détroit de Gibraltar, à la croisée des routes maritimes reliant l'Asie à l'Europe. Pour rivaliser avec Tanger Med, Agadir devra non seulement augmenter ses capacités de stockage, mais aussi proposer des services de logistique verte et une gestion optimisée des coûts pour séduire les entreprises internationales.

En outre, Agadir devra convaincre les acteurs du secteur maritime que le marché africain est à portée de main, et que les investissements dans l'infrastructure logistique seront rentables à long terme.

L'impact pour les exportateurs marocains

Ce projet s'inscrit également dans une dynamique plus large visant à renforcer les exportations marocaines, en particulier pour les produits frais et les matières premières agricoles. Le Maroc exporte déjà de nombreuses marchandises, mais la concurrence dans la logistique maritime mondiale reste féroce. Une réduction des coûts logistiques à travers la création de nouveaux hubs comme Agadir pourrait permettre au pays de mieux se positionner sur le marché international, tout en facilitant l'exportation des produits à valeur ajoutée.

Agadir, un pivot logistique pour l'avenir

Le projet de hub maritime d'Agadir, renforcé par l'arrivée de l'armateur Samskip, constitue une étape stratégique dans l'ambition du Maroc de devenir un leader logistique en Méditerranée et en Afrique. Bien qu'il reste des défis à relever, notamment sur le plan des infrastructures et de la concurrence, Agadir présente un potentiel réel pour diversifier les flux commerciaux, accroître la compétitivité du pays et soutenir son développement économique.

Ce projet devrait, à terme, offrir de nouvelles opportunités pour les entreprises marocaines, notamment dans les secteurs agricoles et industriels. Il pourrait bien devenir un levier pour accélérer l'intégration du Maroc dans les chaînes de valeur mondiales tout en renforçant sa position stratégique entre l'Europe et l'Afrique.



TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE : LE MAROC MOINS DÉPENDANT DES ALÉAS CLIMATIQUES ?

Le Maroc a longtemps été dépendant des conditions climatiques pour sa croissance, en particulier dans des secteurs clés comme l'agriculture et l'hydroélectricité. Cependant, la diversification de l'économie ces dernières années semble avoir réduit cette vulnérabilité. Alors que les défis liés au changement climatique et aux variations des précipitations continuent d'affecter certaines régions, le Maroc semble être en mesure de s'affranchir de cette dépendance. Cette transformation, portée par l'industrialisation et le secteur des services, annonce un tournant important dans la résilience économique du pays. Mais cette transition est-elle suffisante pour garantir une croissance durable à long terme ?

L'agriculture, secteur clé mais vulnérable aux variations climatiques

L'agriculture marocaine, qui représente encore une part significative du PIB et emploie une grande partie de la population, demeure l'un des secteurs les plus exposés aux aléas climatiques. Les périodes de sécheresse et de pluies irrégulières affectent la production agricole, en particulier pour des produits comme les céréales, les fruits et les légumes. Le Maroc, un des plus grands producteurs mondiaux de citrons, de olives et de fèves, dépend de l'eau pour maintenir ces niveaux de production.

En 2025, les réductions de rendements agricoles dues à la faible pluviométrie ont contraint le pays à importer une plus grande partie de ses besoins alimentaires de base, comme les blés. Le secteur de l'eau reste crucial pour soutenir la production agricole, avec des investissements importants dans la gestion des ressources hydriques, les barrages et le désalement de l'eau.

Cependant, malgré cette vulnérabilité climatique, des mesures d'adaptation, telles que la sélection de cultures résilientes et la modernisation des techniques agricoles, permettent de réduire cette dépendance. Le Plan Maroc Vert et les projets de smart agriculture ouvrent de nouvelles perspectives pour rendre l'agriculture marocaine plus résistante aux changements climatiques.

La montée en puissance de l'industrie : vers une économie plus résiliente

Une des clés de cette transformation économique réside dans l'industrialisation. Le Maroc a déployé des efforts considérables pour renforcer sa capacité industrielle et réduire la dépendance de son économie à des secteurs vulnérables comme l'agriculture. L'industrie automobile est l'un des exemples les plus frappants de cette transformation. Le Maroc est devenu un acteur majeur dans la production automobile en Afrique, avec des usines dédiées à des marques comme Renault et Stellantis.

L'électronique, l'aéronautique et les énergies renouvelables sont également des secteurs qui contribuent à la résilience économique du pays. Le Maroc a investi massivement dans la production d'énergie solaire, notamment à travers le projet phare de Noor Ouarzazate, et le pays est devenu un leader mondial de l'énergie solaire. Ces secteurs sont moins sensibles aux aléas climatiques et peuvent, en partie, compenser les pertes économiques causées par des mauvaises récoltes.

L'industrie marocaine a ainsi montré une solidité croissante, non seulement pour soutenir l'économie, mais aussi pour créer des emplois industriels et offrir de nouvelles opportunités économiques pour le pays. La diversification industrielle joue un rôle essentiel dans la réduction de la vulnérabilité aux chocs climatiques.



Les services : un secteur en pleine expansion et moins exposé aux risques climatiques

Le secteur des services représente aujourd'hui environ 60 % du PIB marocain et a permis au pays de réduire sa dépendance aux secteurs primaires (agriculture, extraction de matières premières). Les secteurs financiers, touristiques et numériques ont montré une résilience particulièrement importante face aux crises climatiques. La croissance de l'industrie touristique, avec un nombre record de visiteurs étrangers en 2025, est un exemple de la capacité du pays à attirer des investissements étrangers dans des secteurs moins sensibles aux variations climatiques.

Le numérique est également un domaine stratégique, avec une croissance continue des startups technologiques et une forte demande pour des solutions de cybersécurité et de fintech. Le pôle de Casablanca est devenu un véritable hub technologique, attirant des entreprises mondiales dans des domaines comme l'intelligence artificielle, l'innovation et la blockchain.

Cela permet au Maroc de s'affranchir, dans une certaine mesure, des défis agricoles, en tirant profit de ses infrastructures modernes et de son capital humain formé aux métiers du numérique et des services financiers.

Les investissements dans les énergies renouvelables : une transition vers une économie verte

Le secteur des énergies renouvelables est un autre pilier fondamental de la stratégie du Maroc pour réduire sa dépendance aux conditions climatiques. Le pays a investi massivement dans des projets d'énergie solaire et éolienne, avec des projets emblématiques comme Noor Ouarzazate, Tarfaya et Laâyoune. Le Maroc s'est fixé pour objectif de produire 52 % de son énergie

à partir de sources renouvelables d'ici 2030, ce qui constitue un grand pas vers l'indépendance énergétique et la réduction des risques climatiques.

L'énergie solaire et éolienne sont essentielles pour garantir une production énergétique stable, indépendamment des conditions climatiques. En parallèle, le pays cherche à développer des solutions de stockage de l'énergie afin de gérer efficacement la variabilité de ces sources d'énergie, en particulier dans le contexte des périodes de faible ensoleillement ou de vents variables.

Le Maroc en transition vers une économie plus résiliente

La réduction de la dépendance aux aléas climatiques est un objectif clé pour l'avenir du Maroc. Grâce à sa diversification économique, le pays est en train de construire une économie plus résiliente, moins vulnérable aux changements climatiques. L'industrialisation, le secteur des services et les énergies renouvelables sont les principaux moteurs de cette transformation.

Cela dit, le chemin reste semé d'embûches. L'agriculture demeurant un secteur stratégique, il est crucial que le Maroc renforce ses efforts pour réduire sa vulnérabilité climatique, tout en diversifiant les secteurs économiques moins sensibles aux risques climatiques. La transition vers une économie verte et numérique sera déterminante pour garantir un développement durable, inclusif et résilient face aux défis de demain.



COMPÉTITIVITÉ & MONNAIE : POURQUOI LE DIRHAM PÉNALISE-T-IL LES EXPORTATIONS ?

La compétitivité des exportations marocaines est l'un des piliers de l'ambition du pays de devenir un acteur majeur du commerce international. Cependant, un des obstacles majeurs reste la stabilité du dirham, dont l'appréciation récente a fragilisé la compétitivité des produits marocains sur les marchés étrangers. Tandis que les exportateurs marocains peinent à rivaliser avec des pays comme la Turquie ou l'Égypte, qui bénéficient d'une monnaie dévaluée, le Maroc doit redéfinir sa politique monétaire pour maintenir ses parts de marché. Pourquoi le dirham, un symbole de stabilité, devient-il un frein à la croissance de l'exportation ?

Le dirham face à la concurrence des monnaies dévaluées

Depuis quelques années, le Maroc a connu une appréciation progressive de son dirham par rapport aux principales devises internationales. Alors que cette stabilité monétaire est souvent perçue comme un atout pour l'économie, elle a paradoxalement pénalisé la compétitivité des exportations. En effet, un dirham fort augmente le prix des produits marocains à l'international, ce qui les rend moins attractifs par rapport à ceux de pays concurrent comme la Turquie, où la lira est en forte dépréciation, ou l'Égypte, qui bénéficie également d'une livre égyptienne faible.

Dans ce contexte, les entreprises marocaines, notamment celles qui exportent des produits manufacturés ou de première nécessité (textiles, produits agroalimentaires, etc.), voient leur compétitivité rognée par la hausse des coûts de production et des prix de vente à l'étranger. La politique monétaire rigide du dirham empêche une ajustation naturelle de ces coûts dans un marché mondial où la concurrence s'intensifie.

Les impacts sur les secteurs clés : l'agroalimentaire et le textile

Les secteurs les plus touchés par cette situation sont ceux où la compétitivité-prix joue un rôle clé. C'est le cas notamment du secteur agroalimentaire et du textile, deux exportations stratégiques du Maroc. En 2025,

malgré une augmentation des volumes exportés, les marges bénéficiaires des producteurs marocains ont diminué, en raison de la hausse des prix de vente. Un dirham fort pénalise ces secteurs face à des concurrents directs, notamment en Afrique du Nord et en Asie, où les devises sont plus faibles.

Dans le secteur agroalimentaire, le Maroc a vu ses parts de marché se réduire, notamment sur les marchés européens et africains, en raison des coûts élevés. Les entreprises marocaines, qui peinent à adapter leurs prix à la réalité du marché, se retrouvent désavantagées par rapport à des pays producteurs voisins qui peuvent exporter à moindre coût grâce à la faiblesse de leurs monnaies. De même, pour l'industrie textile, les produits marocains sont devenus moins attractifs par rapport à ceux produits en Asie du Sud ou en Tunisie, où la compétitivité-prix est largement plus favorable.

La politique monétaire du Maroc : stabilité ou compétitivité ?

Le dirham est un pilier de la politique économique marocaine, garantissant la stabilité monétaire et contribuant à l'attractivité du pays aux yeux des investisseurs étrangers. Toutefois, cette stabilité doit être réévaluée à la lumière des nouvelles réalités économiques et de la compétitivité mondiale. Si la Banque centrale du Maroc (Bank Al-Maghrib) s'engage à maintenir la stabilité de la monnaie, il devient urgent de repenser les mécanismes d'ajustement de la politique monétaire afin de ne pas freiner la croissance des exportations.



Le Maroc pourrait, par exemple, réévaluer sa politique de flottement contrôlé, en permettant au dirham de se déprécier légèrement face à l'euro et au dollar pour compenser l'effet des hausses de prix sur les exportations. À long terme, il pourrait être utile d'explorer des mécanismes plus flexibles pour réguler la valeur de la monnaie sans compromettre la stabilité macroéconomique du pays. Le but serait de maintenir un taux de change compétitif, tout en veillant à ce que l'inflation interne ne soit pas excessive.

Les solutions possibles pour restaurer la compétitivité des exportations

Pour maintenir une compétitivité durable, le Maroc devra trouver un équilibre entre stabilité monétaire et réduction des coûts d'exportation. Parmi les solutions envisageables :

Une dépréciation contrôlée du dirham : La dévaluation contrôlée pourrait permettre de réajuster les prix des produits marocains tout en gardant la stabilité des marchés financiers. Cette dépréciation devrait être accompagnée de mesures visant à limiter les effets négatifs sur l'inflation interne et la pauvreté.

Renforcer la diversification des exportations : En élargissant les secteurs d'exportation, le Maroc pourrait compenser les effets d'une monnaie forte. Le pays dispose de nombreux secteurs sous-exploités, tels que les énergies renouvelables, les technologies de l'information, et les services à haute valeur ajoutée (fintech, big data, etc.).

Améliorer la productivité industrielle : Le gouvernement marocain pourrait adopter des politiques industrielles plus poussées pour réduire les coûts de production internes, notamment à travers la formation des travailleurs, le développement des infrastructures et l'adoption de technologies plus efficaces dans les chaînes de valeur.

Augmenter l'attractivité des investissements étrangers : En réduisant les frais de douane et en simplifiant les procédures administratives, le Maroc pourrait attirer davantage d'investissements étrangers pour des projets d'infrastructure et de production locale afin de compenser la pression exercée par une monnaie trop forte.

Trouver l'équilibre entre stabilité et compétitivité

Le Maroc doit aujourd'hui faire face à un défi économique majeur : comment concilier la stabilité monétaire, qui a été un facteur de confiance internationale, et la nécessité de maintenir une compétitivité-prix sur les marchés mondiaux. Si la politique du dirham fort a bien servi le pays pendant plusieurs années, elle montre aujourd'hui ses limites dans un contexte de concurrence internationale accrue.

Réévaluer la politique monétaire et mettre en place des mécanismes pour adapter les coûts d'exportation tout en maintenant une stabilité globale sera crucial pour garantir la compétitivité des exportations marocaines. Le Maroc doit ainsi évoluer vers un modèle économique plus flexible et dynamique, capable de faire face aux nouveaux défis de la mondialisation.



Le dispositif d'aide à la PME marocaine, dans le cadre du nouveau **méthode** d'investissement du royaume, est conçu pour renforcer l'écosystème économique local, avec un accent particulier sur les petites et moyennes entreprises (PME). Ce programme vise à soutenir l'entrepreneuriat et à favoriser la création d'emplois dans un contexte de croissance soutenue.

Le nouveau cadre législatif, qui s'inscrit dans la stratégie du Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des Politiques Publiques, permet de moderniser et d'optimiser le soutien aux entreprises, en particulier celles à vocation stratégique pour l'économie nationale. En effet, le Maroc a mis en place un système de soutien spécifique pour les PME, afin de stimuler leur développement et leur compétitivité dans un environnement économique de plus en plus globalisé.

1. Objectifs du programme de soutien aux PME

Ce programme repose sur plusieurs objectifs essentiels : Accélérer la croissance des PME marocaines, en offrant un financement adapté et des incitations fiscales.

Favoriser la création d'emplois durables, notamment pour les jeunes et dans les régions moins développées, contribuant ainsi à une réduction des disparités économiques.

Stimuler l'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'avenir du pays, tels que la technologie, l'innovation, et les industries vertes.

ZOOM



LE NOUVEAU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX PME MAROCAINES : UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR L'INVESTISSEMENT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS"

2. Les principales caractéristiques du dispositif

Le dispositif comprend quatre principaux types d'aides, avec un accent particulier sur les PME :

Le soutien de base, visant les projets de taille modeste mais à fort potentiel local.

Le soutien spécifique aux projets stratégiques, c'est-à-dire ceux répondant à des priorités nationales telles que la transition énergétique ou les technologies de pointe.

L'aide à l'exportation, encourageant les PME à se développer à l'international et à participer à la mondialisation.

Le financement de projets favorisant l'inclusion sociale et économique, notamment dans les zones marginalisées.

3. Conditions d'éligibilité

Les PME doivent répondre à plusieurs critères pour pouvoir bénéficier de ces aides, dont la création d'emplois durables et l'innovation dans des secteurs ciblés par l'État. Par ailleurs, ces entreprises doivent démontrer une viabilité financière et un potentiel de croissance.

Par exemple, pour bénéficier du soutien au financement, une entreprise doit investir un minimum de 1 million de dirhams, et son chiffre d'affaires annuel doit se situer entre 1 et 200 millions de dirhams. De plus, il est requis que ces PME n'aient pas de participation directe ou indirecte dans des entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de dirhams.



4. Types de subventions et aides proposées

Les PME peuvent bénéficier de différentes formes de soutien financier :

Des subventions pour la création de nouveaux emplois, dont le montant varie selon le nombre de postes créés.

Des aides territoriales, qui varient en fonction de la localisation des projets dans des zones moins développées.

Des subventions pour les activités prioritaires, comme l'innovation ou l'intégration dans la chaîne de valeur internationale.

5. Processus de demande et de suivi

Les entreprises intéressées doivent soumettre une demande via la plateforme électronique dédiée (www.CRI-invest.ma),

en suivant une procédure bien définie, allant de la soumission du dossier à la signature de l'accord d'investissement. Chaque projet est ensuite suivi par les Comités régionaux d'investissement, qui assurent une évaluation continue du projet, afin de garantir la bonne utilisation des fonds.

6. Impact attendu

Ce dispositif vise à améliorer l'attractivité du Maroc en tant que destination d'investissement, tout en contribuant à la création d'emplois durables et à la réduction des inégalités régionales. Il constitue ainsi un levier clé pour l'inclusion économique et le renforcement de la compétitivité des PME marocaines, tant sur le marché national qu'international.



Le nouveau dispositif d'aide à la PME marocain, à travers le miroir du Mécanisme d'Investissement 2022-2026, représente une avancée stratégique pour renforcer la compétitivité des PME et maximiser leur impact sur l'économie nationale. En soutenant l'investissement productif et en encourageant l'innovation, le Maroc cherche à faire de ses PME des acteurs incontournables de la croissance économique durable du pays.

Croissance des exportations agricoles : un bond de 7 % pour les agrumes

Les exportations marocaines d'agrumes ont enregistré une croissance de 7 % en 2025, atteignant un total de 2,5 milliards de dirhams. La demande en oranges, clémentines et citron a particulièrement augmenté en Europe et en Afrique subsaharienne, faisant du Maroc l'un des leaders mondiaux dans ce domaine. Le secteur, soutenu par des initiatives de modernisation agricole, continue de diversifier ses destinations d'exportation.



Hausse des investissements étrangers dans l'industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique marocaine a attiré des investissements étrangers record en 2025, notamment de la part de laboratoires européens et asiatiques, qui ont renforcé leur présence dans le pays. Ce secteur a bénéficié de la mise en place de zones industrielles spécifiques et d'une politique incitative pour soutenir la production locale de médicaments et réduire la dépendance du Maroc aux importations.

Relance de l'immobilier : les prix des logements en hausse de 4 %

Le marché immobilier marocain montre des signes de relance, avec une augmentation des prix des logements de 4 % en 2025. Cette hausse est alimentée par la demande croissante dans les villes de moyenne taille, notamment dans les zones périphériques d'Agadir, Marrakech et Rabat. Les experts prévoient une modération des prix à partir de 2026, en raison de la hausse des taux d'intérêt.



LODJ

 WEB RADIO
By Lodj
R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA

Le secteur textile marocain se diversifie vers les produits haut de gamme

Le secteur textile marocain continue de se diversifier avec la production de textiles techniques et haut de gamme pour les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. Le Maroc cherche à se positionner comme un fournisseur de produits à haute valeur ajoutée pour les grandes marques internationales, afin de concurrencer des pays comme la Turquie et la Tunisie.



Bilan des projets d'infrastructure autoroutière : 500 km supplémentaires d'ici 2027

Le Maroc prévoit d'ajouter 500 km d'autoroutes supplémentaires à son réseau d'ici 2027, avec des projets dans les régions rurales et montagneuses pour améliorer la connectivité et l'accès aux zones isolées. Ce développement devrait également soutenir les exportations et le tourisme en facilitant les déplacements vers les principales destinations économiques et touristiques.



Digitalisation de la santé : lancement de la première plateforme de téléconsultation

Le Maroc a lancé sa première plateforme de téléconsultation en 2025, permettant à des milliers de Marocains, particulièrement dans les zones rurales, d'accéder à des soins médicaux à distance. Ce projet s'inscrit dans une initiative plus large de digitalisation des services publics, visant à améliorer l'accès à la santé et à réduire les inégalités.



LODJ

خليفة JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

Réduction des délais de paiement : 35 % des entreprises en conformité

En 2025, environ 35 % des entreprises marocaines respectent désormais les délais de paiement légaux, une amélioration notable par rapport à l'année précédente. La mise en place de mesures strictes contre les retards de paiement, notamment dans les secteurs publics et parastataux, a permis de réduire les tensions de liquidité pour les PME marocaines, malgré des difficultés persistantes.



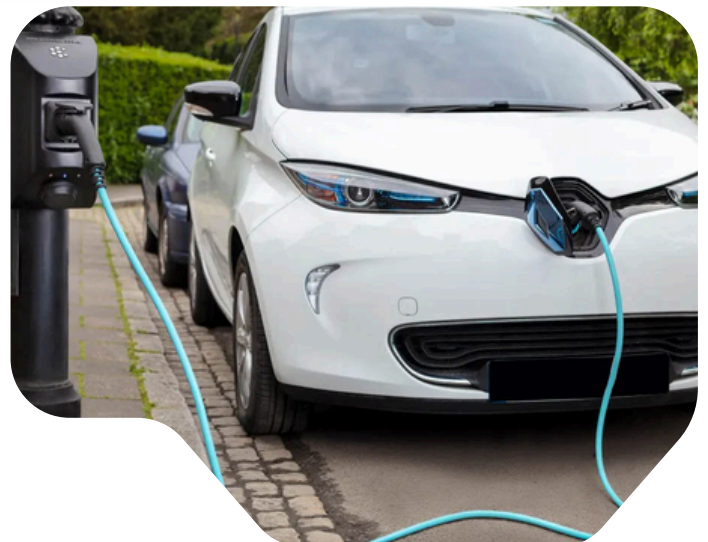
Développement des énergies vertes : le Maroc atteindra 40 % de sa production énergétique en 2025

Le Maroc atteint son objectif de 40 % de production d'énergie renouvelable en 2025, avec des projets majeurs dans l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Le pays continue de se positionner comme un leader régional en matière de transition énergétique, avec des projets comme Noor Ouarzazate qui fournissent des solutions énergétiques durables à l'Afrique et au Moyen-Orient.



Le marché des véhicules électriques : une nouvelle phase de croissance

Le marché des véhicules électriques au Maroc connaît une phase de croissance, soutenue par l'augmentation des subventions et des infrastructures de recharge dans les grandes villes. En 2025, la vente de véhicules électriques a augmenté de 20 %, et plusieurs initiatives gouvernementales visent à encourager leur adoption à travers des incitations fiscales et des projets de recyclage des batteries.



Les startups marocaines remportent des fonds étrangers : 100 millions de dirhams levés en 2025

Les startups marocaines dans les secteurs de la technologie, de la fintech et de l'agriculture durable ont levé 100 millions de dirhams en 2025 auprès d'investisseurs étrangers. Cette dynamique montre une confiance croissante dans l'écosystème entrepreneurial marocain, qui attire désormais des fonds d'Europe, des États-Unis et de l'Asie.



Partenariat Maroc-UE : un nouveau programme de coopération pour le développement durable

Le Maroc a signé un partenariat avec l'Union Européenne pour la promotion de l'agriculture durable et de l'industrie verte. Ce programme de coopération de 200 millions d'euros se concentrera sur la gestion de l'eau, le recyclage des déchets et l'innovation technologique. Ce projet vise à réduire l'empreinte carbone du Maroc tout en soutenant les petites entreprises locales.



Le secteur bancaire : croissance modérée mais régulière des crédits aux entreprises

Le secteur bancaire marocain continue de croître, avec une augmentation modérée de 5 % des crédits aux entreprises en 2025. Toutefois, cette croissance reste lente, en raison de l'incertitude économique mondiale et de la prudence des banques face à la demande de financement dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Les PME continuent de rencontrer des difficultés d'accès au financement à long terme.



LODj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...



www.pressplus.ma